



YANN LEG

DÉBATS • GUERRE EN UKRAINE

Stéphane Audoin-Rouzeau, historien : « En Europe, les réflexes pacifistes resurgissent, dans une forme qui rappelle les années 1930 »



≡ Menu

Guerre en Ukraine



En direct

Une avancée en trompe-l'œil d



Propos recueillis par Benjamin Quénelle et Thomas Wieder

Article réservé aux abonnés

 Offrir l'article

 Lire plus tard



ENTRETIEN | Le chercheur analyse, dans un entretien au « Monde » le rapport de l'Occident à la guerre. Il affirme que les Européens refusent d'envisager un conflit possible avec la Russie, d'ici quelques années, ce qui relève d'une forme d'inconscience.

Historien spécialiste de la première guerre mondiale, Stéphane Audoin-Rouzeau est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et préside le centre de recherche de l'Historial de la Grande Guerre, à Péronne, dans la Somme. Il a également travaillé sur le génocide des Tutsi au Rwanda. Auteur de nombreux ouvrages, il a publié, en janvier, *Notre déni de guerre* (Seuil, 60 pages, 5,90 euros).

Vous affirmez que l'Europe est dans le déni, notamment sur la situation de l'Ukraine, dont vous pensez que la défaite est inéluctable. Sur quelles données vous basez-vous ?

Je suis un fervent partisan de l'Ukraine, dont la défaite m'apparaît comme moralement insupportable. Mais la guerre est une question de rapports de force. Selon moi, le tournant a été l'échec de la contre-offensive ukrainienne du printemps-été 2023, face à des défenses russes impénétrables. A la veille de cette opération, le général français

Vincent Desportes, ex-directeur de l'Ecole de guerre, avait prévenu que pour briser le front russe il faudrait 30 à 40 fois plus de moyens militaires à la disposition de Kiev : un avertissement que nous n'avons pas voulu entendre.



Aujourd’hui, l’Ukraine a perdu 20 % de son territoire. En échouant à reconquérir ces terres, fatallement, elle perd la guerre. Transposons cette situation à celle de la France au printemps 1918. Si celle-ci avait signé l’armistice à ce moment-là, en pleine poussée allemande, elle aurait dû accepter la perte de 10 % de son territoire et donc, de facto, aurait perdu la guerre. Mais, à l’époque, le retournement a été possible au cours de l’été grâce à ce que les Anglo-Saxons nomment des « *game changers* », l’arrivée dans l’armée française de blindés enfin efficaces et l’entrée en ligne des troupes américaines. Hélas, aujourd’hui, on ne voit pas quels seraient les *game changers* susceptibles de provoquer pareil retournement et de permettre à l’Ukraine de récupérer les territoires perdus.

La défaite de l’Ukraine signifierait-elle pour autant la victoire de la Russie ?

Je ne pense pas. Tactiquement, sur le front, la Russie l’a déjà probablement emporté, mais pour un prix tellement démesuré que, stratégiquement, elle est défaite : ses objectifs politiques n’ont pas été remplis, puisque son ambition était la vassalisation complète de l’Ukraine. Pour obtenir un Donbass dépeuplé et dévasté, le coût humain,

matériel, économique, diplomatique, culturel, etc., a été si lourd pour la Russie que les sacrifices consentis paraissent absurdes.

Rétrospectivement, la décision du président russe, Vladimir Poutine, d'envahir l'Ukraine, le 24 février 2022, était stratégiquement absurde du point de vue des intérêts de la Russie elle-même ; tout comme avait été irrationnelle la décision des grandes puissances européennes d'entrer en guerre en 1914, au vu des résultats quatre ans plus tard. Mais la décision fatale a pourtant été prise.

Les gains territoriaux obtenus par la Russie sont très limités. La guerre d'attrition de la Russie ruine sa propre population et affaiblit son économie. Cela ne donne-t-il pas de l'espoir pour l'Ukraine ?

Ce discours rassurant me semble s'inscrire dans notre déni de la guerre qui remonte bien avant le 24 février 2022. Cette guerre et la perspective d'une défaite de l'Ukraine nous sont insupportables. La défaite de l'Ukraine sera notre défaite. Nous l'avons appuyée dans son combat ; elle s'est battue avec un courage extraordinaire ; mais en ne lui donnant pas tous les moyens nécessaires ou en les lui donnant avec retard, nous l'avons obligée à se battre avec une main attachée dans le dos.

Comme l'a reconnu l'ex-secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord Jens Stoltenberg, il aurait fallu armer l'Ukraine par avance et peut-être même déjà envoyer des troupes pour avoir quelque chance de dissuader le pouvoir russe. Ensuite, nous avons mis un temps infini à livrer des armements lourds dont Kiev avait besoin : les chars Leopard 2 allemands, les avions américains F-16... Nous avons également

empêché l'Ukraine d'utiliser les missiles à longue portée.

L'Occident a permis à l'Ukraine de tenir dans une guerre de positions où l'avantage appartient à la défensive, mais pas de contrebalancer son infériorité initiale. La perte de 20 % du territoire ukrainien est entièrement de notre faute. La plupart de ces territoires ayant été perdus

évidemment de notre faute, la plupart de ces territoires ayant été perdus dès 2022.

Notre péché originel est d'avoir considéré comme non rationnelle une attaque par la Russie. C'était le résultat d'un consensus absurde entre politiques, services de renseignement, états-majors et universitaires, tous persuadés que la Russie n'attaquerait pas. La Russie, elle, était déjà entrée dans le temps de guerre. Cette dissonance a été fatale. Aujourd'hui, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, commence à faire des reproches aux Européens, ce que nous prenons fort mal : or, n'a-t-il pas raison ?

Lire aussi la critique (2025) |  [« La Russie de Poutine contre l'Occident » : se préparer à une menace russe](#)



Le déni se poursuit-il aujourd'hui, avec notre refus d'accepter que la guerre puisse devenir globale, entre la Russie et l'Occident ?

Depuis l'automne 2025, les voix de responsables politiques et militaires se multiplient pour nous prévenir d'un conflit possible d'ici cinq ans. L'armée allemande a même récemment déclaré s'y préparer dans un délai de deux à trois ans, anticipant l'évacuation de 1 000 blessés par jour. C'est un tournant.

Pourtant, même si l'inquiétude s'affirme en Europe, cette nouvelle donne n'a pas encore pénétré nos sociétés, comme en témoigne l'émoi qu'a suscité la déclaration du chef d'état-major des armées, Fabien Mandon, sur la possibilité de « perdre nos enfants ». Les réflexes pacifistes resurgissent, dans une forme qui rappelle les années 1930 : on savait que la guerre menaçait, mais on voulait à toute force en empêcher le retour. Or, le nazisme était, par essence, une idéologie et une promesse de guerre. Face à lui, tout pacifisme apparaît comme injustifiable.

L'Europe fait-elle aujourd'hui la même erreur face à Poutine ?

Je crains effectivement que nous soyons dans une logique du même ordre : nous ne voulons pas voir la dimension belliqueuse de l'Etat russe. Il se manifeste pourtant depuis 2008 avec la guerre en Géorgie, suivie par le début de la conquête de l'Ukraine, en 2014, et par l'intervention en Syrie. Lorsque en 2015 l'armée russe est intervenue pour sauver le régime d'Al-Assad, les insurgés syriens ont dit que la Russie se tournerait ensuite vers nous. Nous n'avons pas voulu entendre un tel avertissement. Tout comme nous n'avons pas voulu prendre en compte les craintes des pays de l'ex-bloc soviétique, beaucoup plus inquiets sur la menace russe.

Vous comparez la Russie après la chute de l'URSS à l'Allemagne après la défaite de 1918 : les deux, des décennies plus tard, « rejouent la guerre perdue ». L'histoire devrait-elle nous alerter sur le fait que Moscou cherche aujourd'hui un conflit plus général ?

Cette idée vient d'une pensée [*du philosophe*] Raymond Aron dans *Les Guerres en chaîne*, livre publié en 1951, en pleine guerre de Corée, quand on redoutait que la guerre froide devienne une guerre ouverte. Aron, qui avait séjourné en Allemagne au début des années 1930 pendant l'affirmation du nazisme, prévenait : il faudra « abattre le monstre [l'URSS] », mais veiller à ce qu'il ne puisse pas dans le sang versé des forces nouvelles qui pourraient, plus tard, le rendre plus dangereux encore.

Lire aussi l'entretien |  [Sabine Dullin, historienne : « Poutine considère la Russie comme un espace doté d'une vocation messianique »](#)



De même, il ne fallait pas qu'avec la Russie post-soviétique se répète le schéma de l'Allemagne post-1918, qui, vaincue, est redevenue une puissance sous le III^e Reich et a de nouveau menacé le monde de façon

infiniment plus brutale que l'empire de Guillaume II. L'URSS a perdu la guerre froide, c'était une évidence pour les Occidentaux. Mais nous avons négligé le fait que la Russie, elle, n'a jamais reconnu sa défaite et n'a donc pas accepté nos conclusions de la période 1989-1991. Ce qu'il se passe aujourd'hui avec la Russie poutinienne n'évoque-t-il pas ce que

craignait Aron : une Russie devenue plus dangereuse que ne l'était l'Union soviétique ?

Dans « Les Origines du totalitarisme », Hannah Arendt écrit : « Nous ne pouvons plus nous permettre de prendre ce qui était bon dans notre passé pour l'appeler notre héritage, et de rejeter ce qui était mauvais en se disant que c'est un poids mort qui tombera lui-même dans l'oubli. » Avons-nous tendance, en Europe occidentale, à considérer que la guerre appartient à un passé révolu ?

Oui. De ce point de vue, notre regard sur le XX^e siècle est assez révélateur. En le faisant commencer en 1914 et s'achever en 1991, on fait de ce « court XX^e siècle », selon l'expression de l'historien britannique Eric Hobsbawm en 1994, une parenthèse tragique dont nous serions sortis avec la chute de l'URSS et le triomphe supposé de la démocratie libérale. Une telle vision des choses nous a fait croire que nous étions sur le chemin de la paix perpétuelle, une sorte de parousie – soit l'avènement du Christ à la fin des temps. J'utilise cette métaphore religieuse car une telle croyance constitue une aspiration très profonde de nos sociétés, un héritage du vieux millénarisme chrétien.

Ce qui est paradoxal, c'est que le démenti des deux guerres mondiales, loin de briser cette grande attente d'une paix définitive en Europe, l'a au contraire renforcée. C'est d'ailleurs le fondement même de la construction européenne. Depuis l'échec de la Communauté européenne de défense, dans les années 1950, celle-ci s'est faite en contournant la question d'une politique étrangère et de défense commune. Nous avons voulu croire que l'édification d'un grand marché commun, à l'image du

« doux commerce » du XVIII^e siècle, suffirait à chasser la guerre de notre horizon d'attente. Nous payons aujourd'hui cette inconscience.

Notre regard sur les Etats-Unis a-t-il été aussi fondé sur un déni ?

Je le crains. Au moment du retour de Donald Trump à la Maison Blanche, en janvier 2025, j'ai entendu des voix rassurantes dire qu'il serait un héritier de Ronald Reagan, certes un peu particulier, mais s'inscrivant dans une sorte de continuité conservatrice. On s'aperçoit aujourd'hui que le trumpisme est une forme de fascisme, en ce sens qu'il porte en lui une dimension révolutionnaire et subversive qui le distingue d'un autoritarisme classique.

Cette idée que nous sommes en face d'un pouvoir radicalement nouveau, nous avons bien du mal à l'admettre, nous, les Européens. Et prenons-nous la mesure de la complicité nouée entre trumpisme et poutinisme, qui remet tellement en cause nos habitudes de pensée ? En prendre conscience, c'est faire le deuil de tout l'ordre mondial hérité de 1945 et de 1991. Et c'est surtout nous découvrir tels que nous sommes, c'est-à-dire totalement dépendants des Etats-Unis pour notre sécurité, et incapables, pour l'heure, d'assurer notre propre défense.

Lire aussi la tribune (2025) |  « L'Europe doit exploiter les divisions latentes à l'intérieur de la triple alliance qui se dessine entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine »



Benjamin Quénelle
Thomas Wieder